



L'INFO

Semaine 49

Du 2 au 8 décembre 2024

Édito :

DISSOLUTION

Les gens de pouvoir s'entêtent avec obstination à maintenir un cap qui se traduit déjà par des crises sociales et écologiques, parmi lesquelles celles liées à la santé. Il va pourtant sortir de cette spirale autrement que par la fuite en avant.

Les ruptures avec le mode économique, ses règles ne se feront qu'avec la mobilisation très large des habitant.e.s de nos territoires.

Mais quels compromis sont possible avec ceux qui s'engagent dans le développement, des barbelés, de pompages des nappes phréatiques, relancent les pesticides cancérogènes ou la construction bombes nucléaires « tactiques » pour répondre aux défis qui commencent ?

Face à ce monde qui se dissout, l'action est, plus que jamais nécessaire

Les objectifs concrets sur lesquels nos comités œuvrent permettent de rassembler plus certainement que n'y réussissent les négociations entre gouvernants. La bataille pour la santé, pour les services publics est sans doute une piste pour l'avenir.

Henri (Sud Aveyron)

Sommaire :



- **L'écho des comités : pages 2 à 4**
- **Autres infos locales : page 6**
- **Dossiers : pages 7 à 7**
- **Culture : page 8**

L'écho des comités:

DOLE

Le nouveau Plateau de Chirurgie Ambulatoire fait débat

Si l'on ne peut que se réjouir de la modernisation de plusieurs infrastructures hospitalières, cela ne semble toujours pas répondre convenablement aux besoins de prise en charge des 100 000 habitants du bassin dolois.

Dans le cadre d'un appel à candidature lancé en 2019 par le Centre Hospitalier de Dole, le groupement emmené par Bouygues Bâtiment Nord-Est, a été retenu pour la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien et la maintenance (CCAEM) d'un Nouveau Plateau de Chirurgie Ambulatoire (NPCA) au Centre Hospitalier Louis Pasteur.

Les travaux, qui ont démarré en février 2022, viennent de s'achever et se sont déroulés en 3 phases. Un véritable défi pour les équipes de Bouygues Bâtiment Nord-Est, qui se sont adaptées à de nombreuses contraintes techniques sur un site occupé et sans altérer le fonctionnement des services environnants et notamment la maternité.

Le Comité de Défense des Hôpitaux publics ne l'entend pas de cette oreille...

« Alors que la dernière tranche de travaux dans le bâtiment de chirurgie ambulatoire s'achève, nous tenons à rappeler que cette réalisation, si moderne soit-elle, ne répond pas entièrement aux besoins de prise en charge des 100 000 habitants du bassin dolois. En sont exclues les urgences chirurgicales ainsi que les opérations ne permettant pas une sortie du patient dans la journée ! » souligne Laurence Bernier, du Comité de Défense des Hôpitaux publics de Dole.

Et de poursuivre :

« Les enfants, les jeunes accidentés ou les patients plus âgés qui ont des pathologies susceptibles d'induire des complications post opératoires sont systématiquement hospitalisés au CHU de Besançon, avec toutes les conséquences négatives pour les visites de leurs proches ».

Selon elle, « de nombreux témoignages, recueillis avec le questionnaire du comité en 2024, font état des délais d'attente relativement longs avant une opération, les services du CHU étant surchargés. Certains patients ont même été orientés vers des établissements privés avec des dépassements d'honoraires et restes à charge souvent importants ».

A propos de bâtiment, celle-ci se dit également « préoccupée par l'état de l'ancien bâtiment de l'hôpital qui a 50 ans et convaincue de l'urgence de sa rénovation notamment en termes d'isolation des façades ou de réduction des fuites... ».



DECIZE – SUD NIVERNAIS

Table ronde hôpital de Campagne

L'après-midi du 19 novembre, une soit-disant table ronde était organisée devant environ 300 personnes, pour nous Comité de Défense du Centre Hospitalier, des EHPAD et de la Santé du Sud-Nivernais, cette

table ronde ressemblait à une réunion politique (plus exactement du PS).

Un grand nombre d'élus du territoire était présent en écharpe, environ 300 au total, y compris usagers potentiel étaient aussi présents.

On ne leur a pas accordé la parole, ni aux uns, ni aux autres, ce qui pour nous n'est absolument pas normal.

Étaient présents sur l'estrade Mmes : MG Dufay, Présidente région BFC, J Guyot, Maire de Decize, MM : A Lassus, se présente comme représentant du Conseil de l'Ordre des Médecins, F Bazin, Président Conseil Départemental, G Noël, Vice Président des Maires Ruraux, P Joly, Sénateur, à cela il faut rajouter, 1 ancien PADUE devenu Chef de Service Hospitalier, 2 PADUEs dont 1 ayant travaillé en milieu hospitalier pour 1550€/mois pendant la COVID19 à raison de 70 visites/jour, médaillé par M Macron, de surcroît.

Mme le Maire ouvre la séance en précisant qu'il ne reste que 2 Médecins Généralistes à Decize, qu'une maison des internes était créée à Decize avec 2 chambres et que 61 communes du département avaient pris un arrêté d'Interdiction de Tomber Malade.

Il est bien entendu qu'en cas d'urgence vitale le patient se fout que ce soit un PADUE ou autre du moment qu'il soit traité.

Elle dénonce une démographie médicale en souffrance.

M Lassus se représentant en qualité de représentant du Conseil de l'Ordre, ancien Maire de Decize, ancien Président du Conseil Départemental, nous explique que l'activité de la médecine augmente alors que le nombre de médecins diminue, il fait l'apologie qu'il avait créé un centre de santé avec 1 médecin salarié en 2016 (il oubliait de dire que c'est la section syndicale CGT des retraités d'Imphy qui l'avait fait avec la mutualité) et la création depuis de 18 médecins salariés, alors que dans son bureau du Conseil Départemental, il nous avait dit que nous étions « utopique » avec nos Centres de Santé, et que dans le même temps nous disions que 70 % des étudiants en médecine voulaient être salariés afin d'avoir une vie familiale et sociale.

G Noël nous fait un descriptif sur les « Docteurs Juniors » (*internat en médecine qui s'achève par une période durant laquelle l'étudiant est appelé « docteur junior » et réalise les actes médicaux en autonomie supervisée*), en disant que 1/1000 est un luxe.

A cela M Ben Saïdi répond aux 2 personnes (Lassus et Noël) qu'il ne faut pas oublier que se sont les PADUEs qui forment ces « Médecins Juniors »(..), alors que l'État les juge incompétent pour exercer la médecine sans tuteur, que les tuteurs ne sont pas, dans la majeure partie du temps, présents lorsqu'ils signent les ordonnances ou bien font des actes de médecine.

Il nous signale aussi que les internes veulent travailler en groupe et non dispersés sur les territoires.

M Bazin nous informe de l'effondrement du système hospitalier, tout en se défendant en disant que le Conseil Départemental n'avait pas les compétences dans ce domaine,(..)

Mme MG Dufay tout en disant que la région n'avait pas la compétence, en déclarant qu'elle apprenait aujourd'hui ce qu'était les PADHUEs, qu'en temps que rapporteur de la commission santé des Présidents de régions, dont elle est Présidente, elle allait lors de sa rencontre avec le Ministre de la Santé remonter tout ce débat sur les PADHUEs et demander des propositions de Lois à légiférer.

Elle va demander aussi en même temps de remonter l'attractivité pour les étudiants, (salaires, conditions de travail, accueil des étudiants dans la formation, etc....).

(..)

Un PADHUE nous dit que dans les DOM/TOM ils sont considérés comme médecins pendant 5 ans renouvelable 1 fois, pourquoi pas dans l'Hexagone, y a t'il plusieurs France ?

Tous répondent que c'est un scandale (comme beaucoup de scandale en France), Mme le Maire propose même de changer le nom de Decize en : St Denis de la Réunion sur Loire.

M P Joly va faire des propositions au Sénat sur la solidarité afin que les médecins aillent sur les déserts médicaux 2jours/quinzaine, supprimer le « numerus clausus » pour les PADHUEs, reprendre, alors que le Sénat n'a pas les compétences, les obligations de l'État, etc.

Mais ce ne sont que des propositions politiques, seront elles faites, nous avons la triste expérience lorsque celui-ci était Président du Conseil Départemental.

Decize le 4 Décembre 2024

St AFFRIQUE – SUD AVEYRON

La régulation est « aménagée » à St Affrique

Après l'envahissement des bureaux de Direction à St Affrique par Le Manifeste, une réunion publique des professionnels regroupé dans un Comité E Borel, puis le blocage de celui du Directeur à Millau par ces deux comités, permettant d'être reçus en sous-préfecture les choses bougent.

Le Directeur vient de se rendre compte qu'il n'avait pas publié la recherche d'urgentistes (c'est ballot!)

Les urgentistes viennent d « aménager » la régulation. « Les urgences traumatiques, fractures, entorses, chutes, plaies » comme la maternité, la pédiatrie et les patients adressés par leur médecin traitant ou la radiologie n'ont plus besoin de passer par le 15.

Reste à ce que l'hôpital ne refuse pas toutes les candidatures qui se présentent et recrute vraiment.

SARLAT - DORDOGNE

Maternité Sarlat, le 3 décembre 2024

Lettre ouverte aux élus et aux citoyens du Périgord noir

On ne peut que constater qu'à ce jour, des mois après le dernier accouchement, le plateau technique obstétrical de la maternité de Sarlat n'a toujours pas été rouvert. Or, cet état de fait est source d'angoisse mais surtout de problèmes infinis pour les mamans et leur famille (accès à une maternité forcément très éloignée, risques encourus pendant le trajet, ...).

Le Comité de Sarlat est le témoin et le réceptacle de ce traumatisme, du fait de très nombreux témoignages. ...

Un nombre incalculable de patientes ont probablement abandonné tout suivi sur Sarlat, à leur grand regret, notamment en raison de la confiance qu'elles plaçaient dans ce service mais aussi des frais supplémentaires et du temps perdu du fait de cet éloignement contraint.

La naissance d'un enfant qui devrait être un jour de fête devient un moment de forte anxiété.

Dans un contexte où des emplois disparaissent (délocalisation de Rougié, fermeture de Condat, fermeture d'agences immobilières, arrêt d'activité de jeunes maraichers, disparition de jeunes artisans...), et à un moment où la Communauté de communes du Périgord noir cherche à REVITALISER : « Un soutien concret à l'activité économique et à l'emploi*, comment peut-on admettre qu'on mette en danger notre hôpital public AU CONTRAIRE IL NOUS FAUT UN VERITABLE HOPITAL avec tous SES SERVICES pour ATTIRER DES PROFESSIONNELS pour des durées longues.

(...)

Il faut reconnaître aux Sarladais le droit de bénéficier de l'exception géographique.

De quoi s'agit-il ? Une dérogation qui permet, en toute sécurité, de trouver des solutions adaptées à notre territoire rural éloigné de toute structure hospitalière à moins d'une heure. C'est une question d'intérêt général d'accès aux soins.

Sans une vaste mobilisation de nos élu.e.s et de nos concitoyen.ne.s, notre territoire continuera de dépérir. Comment admettre que déjà près d'un tiers de la population locale ait renoncé aux soins ? C'est une non-assistance à territoire en danger totalement inadmissible.

(...) Nous proposons l'organisation au début de l'année 2025 d'une table ronde où nous inviterons tous les acteurs de la vie économique, les représentants des citoyens, des associations et acteurs de la santé sur notre territoire, à commencer par les élu.e.s et les citoyens pour reconquérir un hôpital de plein exercice : médecine, chirurgie, maternité, psychiatrie, urgences

ENSEMBLE POUR FAIRE VIVRE LE DROIT A LA SANTE

*<https://www.sarlat.fr/sarlat-perigord-noir-classe-en-zone-france-ruralites-revitalisation/>

Et aussi une info

<https://www.francebleu.fr/infos/politique/remboursement-des-fauteuils-roulants-la-proposition-de-loi-du-depute-de-dordogne-a-ete-adoptee-a-l-assemblee-1206971>

GRANVILLE - NORMANDIE

Le comité dénonce les suppressions de personnel à l'hôpital. Pour lui la Sécurité Sociale n'est pas malade de ses dépenses mais de ses recettes et c'est un choix politique.

Il écrit au député B. Sorre

<https://coordination-defense-sante.org/vie-des-comites/normandie/le-comite-de-granville/>

LUÇON

L'accès aux soins pour toutes et tous sur tout le territoire est un droit fondamental.

Restons mobilisés !

Prochains rendez-vous : VENDREDI 6 ET 13 DECEMBRE 2024 18H devant les Urgences A LUCON.

VOIRON

Dans la continuité des précédentes actions #DES BRAS DES LITS, une opération d'occupation pacifique de la direction du CHAI situé à 38700 La Tronche est programmée pour le mardi 10 décembre prochain.

Cette action qui se veut unitaire associera des syndicats du secteur de la santé, des personnels soignants, des élus, des associations et collectifs ainsi que tous les citoyens désirant faire entendre leur voix.

Le Collectif Santé Voironnais n'admet pas qu'à l'automne 2021, deux mois seulement après l'ouverture du nouvel hôpital de Voiron, les urgences adultes ferment de 3 à 5 nuits par semaine et qu'une aile de 30 lits reste vide. Il considère que raboter le salaire des soignants lorsqu'ils sont malades n'améliorera pas l'attractivité de l'hôpital public. Il considère que le maintien d'un accès aux soins pour tous 24 h/24, en ville comme à l'hôpital, passe par la formation de plus de médecins et par un ratio patients/soignant humainement soutenable dans chaque service.

<https://coordination-defense-sante.org/2024/12/voiron-manifestation-devant-la-permanence-de-yannick-neuder-ce-6-dec-2024/>

MARMANDE - AGEN

Intervention dans une radio locale sur les restes à charge invisibles.

Restes à charge : la facture insoutenable D'autres choix sont possibles ! Alors que le Cons...

Radiobastides - Initiatives Citoyennes Restes à charge : la facture insoutenable

<https://search.app/QYTJF1zpbH1EF8zy5>

Autres infos locales

ROUEN - NORMANDIE

FR3 Sur la désertification médicale

https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/seine-maritime/rouen/deserts-medicaux-apres-les-campagnes-c-est-le-tour-des-grandes-villes-le-dernier-medecin-de-cette-commune-de-8-000-habitants-est-parti-3067804.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=normandie&at_offre=4&at_variant=V2&at_send_date=20241202&at_recipient_id=726375-1437732574-2a072072&at_adid=DM1038858

TREVENANS – Nord Franche Comte

Les difficultés subsistent à l'hôpital de Trévenans

Avec 250 passages par jour, dont 60 débouchent sur une hospitalisation, le service des urgences de l'Hôpital Nord Franche-Comté (HNFC) connaît toujours des flux d'activité très soutenus, malgré une relative stabilité. La difficulté à trouver une offre médicale en amont et des solutions de soins en aval place l'hôpital Nord Franche-Comté entre le marteau et l'enclume. Le résultat, c'est cinq plans blancs déclenchés depuis janvier 2023, sans raison épidémique.

Initiatives

SERVICES PUBLICS

DES HÔPITAUX DEVANT DES CESSATIONS DE PAIEMENTS ?

Hospimedia : "En 2025, plusieurs CHU auront des problèmes de trésorerie pour sortir leurs paies"

Les hôpitaux sont endettés. Couper sur les investissements pour rembourser les marchés financiers, ça c'est attaquer les générations actuelles et futures !

Le PLFSS 2025 – 2028 prévoyait plus de 75 milliards de « trou » cumulé de la Sécurité sociale », donc une dette sociale qui augmente d'autant, à rembourser aux marchés financiers d'une façon ou d'une autre (CRDS,...) .

Il y a pourtant d'autres façons de financer l'hôpital public, la Sécurité sociale. Il y aurait des mesures immédiates à prendre, qui certes déplairaient au MEDEF, à LR, aux macronistes, au RN, qui veulent détruire la Sécu notamment par le rapprochement du salaire « net » du salaire « brut »

La Convergence services publics organise un échange sur ce sujet le 1^{er} février à la Mairie de Montreuil (93)

Elle fera le point sur la campagne menée en partenariat avec Convergence sur la Sécurité Sociale, la pétition contre les dépassements d'honoraires et autres restes à charge en santé et les suites prévues.

TOUR DE FRANCE DE LA SANTÉ

Mardi 7 janvier 18H30 réunion plénière Tour de France pour la santé, ouverte à toutes et tous Tour de France pour la Santé

Participer Zoom Réunion

<https://us06web.zoom.us/j/3938780468?omn=83039097693>

ID de réunion: 393 878 0468

11 et 12 janvier Rencontres nationales du travail social en lutte à Aubervilliers

1 février Montreuil Journée débat de 10H à 17H Convergions pour la Sécurité Sociale, organisée par Convergence services publics

25 et 26 mars Assises de la santé au travail

7 avril Journée mondiale de la santé

Dernier trimestre Assises du service public

PSYCHIATRIE

Conf débat 14 décembre 2024, 14h – 18h. Projet COFOR Paris. Bilan d'une expérience de la défense des droits des personnes hospitalisées sous contrainte à Marseille.

Cette réunion se tiendra à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011, Paris, métro Alexandre Dumas, ligne 2 Nation – Porte Dauphine.

- Inscription obligatoire. Remplir ce formulaire d'inscription : <https://psychiatrie.crpa.asso.fr/?page=contact>).

- Visioconférence possible par le logiciel Google Meet.

- Participation aux frais libre.

Peuvent s'inscrire les personnes ayant connu l'hospitalisation psychiatrique libre ou sous contrainte, ainsi que les professionnels de la psychiatrie et du droit appliqué à ce champ, partisans du rétablissement et de la dé-chronicisation des personnes psychiatisées.

La Fédération des mutuelles de France s'est réunie en Assemblée générale les 18 et 19 novembre 2024. Vous trouverez sur le site, le **communiqué** publié à l'issue de ces deux journées de travail des militants mutualistes.

Documents Juridiques ou utiles

DOCTOLIB vers une privatisation du carnet de santé ?

<https://www.sudouest.fr/sante/sante-l-onglet-de-doctolib-qui-inquiete-une-partie-du-milieu-medical-et-suscite-la-polemique-22364392.php>

CHUTE DU GOUVERNEMENT, LES DOSSIERS EN ATTENTE

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/12/05/censure-du-gouvernement-ces-dossiers-en-attente-dans-le-monde-de-la-sante_6431560_3224.html

Culture

SUR LA SÉCU

A écouter une série radiophonique ,

émission, "le cours de l'histoire" de X MAUDUIT sur France Culture:

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/hopital-et-charite-une-histoire-bien-ordonnee-8565954>

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/a-cotise-histoire-des-societes-de-secours-mutuel-4532637>

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/4-octobre-1945-la-securite-sociale-voit-le-jour-heureux-8385973>

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/trou-de-la-secu-une-histoire-a-creuser-5254986>

AMENER LA LTTTTERATURE A L'HÔPITAL C'EST POSSIBLE

[ICI 12/13 - Franche Comté les replays et vidéos en streaming Bourgogne-Franche-Comté](#)

CONFÉRENCE GESTICULÉE CHEZ VOUS ?

Je m'appelle Eric Daverat, je suis un ancien cadre de santé et j'ai exercé 18 ans dans le service des urgences du CHU de Limoges, j'ai donc pu constater en direct la grave dégradation des conditions de travail des soignants et de prise en charge des patients.

J'ai voulu comprendre:

- Pourquoi la situation des hôpitaux se dégradait inexorablement
- Pourquoi les soignants et la population ne résistaient pas plus que ça
- Qui nous a persuadés qu'il n'y avait pas le choix

J'ai écrit, avec l'Ardeur (association d'éducation populaire), une "conférence gesticulée" qui est une analyse des causes de cette dégradation mélangeant des apports théoriques et mes expériences professionnelles et personnelles et qui part du constat du résultat des politiques successives.

Certains seraient peut être intéressés par l'organisation d'une soirée débat autour de la dégradation du service de santé.

https://www.youtube.com/watch?v=qe7uN_LXHAU&ab_channel=ericdaverat



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes
SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN guillaume.grandjean38@gmail.com

Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tel 06 58 94 04 10

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landass@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante> X : @CoordNatcomiteH

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org